



Déclaration FSU – CDEN du 18 novembre 2021

Nous ne pouvons entamer cette déclaration sans évoquer le dossier scandaleux publié la semaine dernière par le Figaro-magazine. Cette publication accuse l'École de la République d'endoctrinement des élèves avec notamment l'antiracisme. Quel renversement des valeurs ! Notre République est justement fondée sur un certain nombre de principes parmi lesquelles figurent l'antiracisme et la lutte contre toutes les discriminations. En faisant passer la légitime lutte contre le racisme, l'homophobie et les discriminations en général pour de l'endoctrinement, cette publication se rend complice de ce qui relève de délits qui tombent sous le coup de la loi. Depuis, ni le Ministre, ni aucune parole institutionnelle n'est venue répliquer à cette prise de position. La FSU, quant à elle, ne lâchera rien sur les valeurs de l'égalité, de la tolérance, de l'émancipation par l'école, ce qui consiste à donner aux élèves les outils pour construire leur propre voie et devenir des citoyennes et citoyens éclairés.

Revenons maintenant à l'ordre du jour ce CDEN pour lequel la FSU remercie les services de la DSDEN pour la transmission des documents préparatoires. Ce CDEN sera, en partie, consacré au bilan de l'année scolaire 2020 – 2021, année scolaire qui s'est déroulée en totalité avec des conditions de travail dégradées sous une pandémie qui n'est toujours pas terminée. Nous découvrons chaque jour les effets néfastes des périodes d'isolement ou de confinement sur les élèves les plus fragiles. Que cela soit sur les apprentissages ou les comportements, la tâche est grande et les besoins importants. Malgré cela, le ministre Jean-Michel Blanquer continue de supprimer des postes et tente de masquer la réalité avec de la communication.

Pour le second degré, même une pandémie n'aura pas réussi à infléchir la politique éducative menée par le Ministre. Le bilan est indiscutable : en 4 ans, Jean-Michel Blanquer aura supprimé 7490 postes dans le secondaire pendant que les effectifs ont augmenté de plus de 63 000 élèves. Et comme si cela ne suffisait pas, il compte encore en supprimer pour la prochaine rentrée puisque 490 suppressions d'emplois sont une nouvelle fois programmées pour la rentrée 2022. L'académie de Lille n'a pas été épargnée, elle a d'ailleurs le triste record d'être en tête du nombre de suppressions de postes chaque année. Depuis 2017, ce sont 585 postes qui ont été supprimés dans le secondaire dont 339 dans les collèges du Nord et du Pas-de-Calais pendant que les effectifs augmentaient. Ces suppressions de moyens ont entraîné par deux fois, en quatre ans, une modification des seuils théoriques d'ouverture de divisions dans le calcul des dotations des collèges du Nord, notamment pour les établissements relevant de l'éducation prioritaire ou ayant les IPS les plus faibles, et qui ont vu leur nombre d'élèves par classe augmenter. La FSU vous demande, Monsieur le directeur académique, de revenir sur ces modifications pour la préparation de la rentrée 2022 avec des seuils qui ne dépassent pas ceux utilisés en 2017.

Dans les collèges du Nord, après quatre années consécutives de hausse (+744 élèves de 2017 à 2020), les effectifs sont en baisse à cette rentrée. Cette baisse d'environ 1000 élèves par rapport aux prévisions de janvier est surprenante et inquiétante. La FSU souhaiterait avoir une analyse de celle-ci pour en comprendre les raisons. Quels sont les niveaux concernés ? Est-ce démographique ou est-ce que cela reflète une inflation des inscriptions dans le privé ?

Les effectifs en ULIS, quant à eux, continuent d'augmenter et il est totalement incompréhensible pour les enseignants qu'ils ne soient pas comptabilisés dans les effectifs des classes lors des préparations de rentrée. La FSU renouvelle sa demande de comptabilisation des effectifs ULIS dans les effectifs des établissements et des classes comme le prévoit le code de l'éducation. L'inclusion des élèves à besoins particuliers s'organise dans les établissements avec des conditions qui ne sont pas satisfaisantes. De nombreux collègues sont en souffrance, quand ce

ne sont pas les élèves qui le sont également, faute de moyens d'accompagnement suffisants et d'effectifs trop élevés dans les classes.

La FSU le répète, les choix politiques du ministre, que même une pandémie n'aura donc pas stoppé, ont des conséquences désastreuses sur les conditions de travail des personnels et des élèves, celles-ci ne cessent de se dégrader et cela accroît les difficultés et les inégalités. Énième provocation à l'égard des personnels dont le ministre est coutumier, Jean-Michel Blanquer vient de rendre 75 millions d'euros à Bercy. Bien sûr, le cadre budgétaire flèche les crédits mais le symbole est là. Des crédits échappent à une Éducation nationale aux abois. Les ambitions affichées par l'institution pour l'éducation des élèves ne peuvent plus s'arrêter à des paroles ou à la multiplication de dispositifs sans moyens, ou déconnectés des besoins réels des établissements et des personnels. Le ministre doit se soucier des personnels, des élèves et de leurs conditions de travail. Il faut des moyens pour une éducation ambitieuse pour tous les élèves, la FSU les réclame à la hauteur des ambitions affichées afin d'avoir un service public d'éducation de qualité où les personnels et les élèves travaillent et progressent ensemble et sereinement.